

Après le mur

Une économie européenne écologique, sociale et démocratique.

L'histoire, que l'on croyait finie, s'est remise en marche. Les peuples de l'Europe de l'Est ont brisé les barreaux d'un totalitarisme que l'on disait inébranlable. A peine les lampions éteints, les problèmes commencent.

La fin de la guerre froide, d'abord.

Comme toute fin de guerre, elle pose le problème de la reconversion des industries d'armement. Le colossal déficit américain avait tiré l'expansion mondiale des années 80.

Des villes, des vallées, des ports, des usines françaises vivaient de la guerre froide. La tentation sera grande de "continuer" comme si de rien n'était, comme si manquaient les usages plus socialement et écologiquement utiles des milliers de milliards engloutis : annuler la dette du Tiers-Monde, relancer la recherche pour des technologies non polluantes, relancer l'appareil de recherche et d'éducation... Cela ne se fera pas d'un coup de baguette magique. Trop d'intérêts militaires-industriels sont en jeu.

La restructuration de l'Europe de l'Est, ensuite.

On peut considérer que ces pays ont connu pendant 70 ans pour l'URSS, 40 ans pour les autres, une formidable accumulation bureaucratique par "substitution aux importations". Les révoltes qui les secouent ont pour cible un régime politique exécrationnel, mais aussi un formidable gâchis d'efforts, mal orientés, dans des secteurs excessivement protégés de toute sanction par la demande (et tout particulièrement, justement, l'industrie lourde et les industries d'armement). Pollution et stagnation sociale furent le prix d'une croissance qui fut jadis impressionnante.

Ceux qui préparèrent la Révolution de 1989 (de Solidarnosc au Nouveau-Forum est-allemand) n'avaient pas du tout l'intention de brader les acquis sociaux des années 60 (sécurité d'emploi, système éducatif naguère remarquable). Malheureusement, ils sont en train de perdre le contrôle du succès de leurs sacrifices.

Ecrasées de dettes, poussées par la faim ou l'inconfort, Hongrie et Pologne se rallient massivement au mirage du libéralisme occidental. Entre la Suède et Thatcher, s'impose l'idée que la Suède serait bien, mais que Thatcher c'est plus sûr. Or, la "thatchérisation" d'un régime d'industrialisation par substitution aux importations, c'est un cas d'école : l'Argentine, le Chili. Désindustrialisation, paupérisation, émigration, puis implantations de firmes de

sous-traitance (ou d'exploitations agro-minières) à très bas salaires, pour payer la dette due au Nord-Ouest du monde.

Tel est le formidable enjeu de l'année 90. Si la double pression de la dette à l'Ouest et du zèle néophyte des libéraux de l'Est devait reproduire le "schéma argentin", alors le rêve hitlérien d'un Reich condamnant les slaves au rôle de semi-esclaves de l'économie allemande se réaliserait. Avec son cortège de tensions sociales, de haines nationales, de jeu de quatre coins de l'émigration de l'Est et du Sud à travers l'Europe de l'Ouest. L'Histoire est tragique, ne l'oublions jamais.

Mais le pire n'y est jamais sûr. Un contre feu est possible. Annuler la dette de l'Est et du Sud. Étendre la protection sociale de l'Ouest à l'Est. Unifier les réglementations écologiques. Ménager des paliers de reconversion aux économies de l'Est. Construire ensemble, d'Ouest en Est, une **Europe écologique, sociale et démocratique**, ce n'est pas un rêve. Des forces sociales militent à l'Est et l'Ouest pour ce projet. La stabilité en Europe ne peut qu'y trouver son compte. L'audace est parfois la seule sagesse.

Alain LIPIETZ

Directeur de Recherche au CNRS

Auteur de *Choisir l'audace*,

Ed. La Découverte.

Les divergences entre les appréciations de Gérard Duchesne et André Lipietz - surtout marquées sur le "tempo" - soulignent la **complexité des problèmes économiques et écologiques** révélés par les récents événements de l'Est européen, en réalité explosifs à l'échelle de la planète.

Mais le "social" ne peut être disjoint. Ainsi, dans les négociations sur la réunification allemande, aux côtés des questions géo-politiques et de celles liées à la valeur à fixer entre les deux marks, on voit poindre la revendication sociale.

Le 5 mars s'est tenue à Berlin-Est une table ronde où étaient représentés tous les partis et groupes politiques est-allemands : la revendication majeure porta sur une charte sociale en matière de garantie d'emploi, de prix des loyers, de politique familiale, etc.

L'économie peut-elle être dissociée du social ?

J.R.